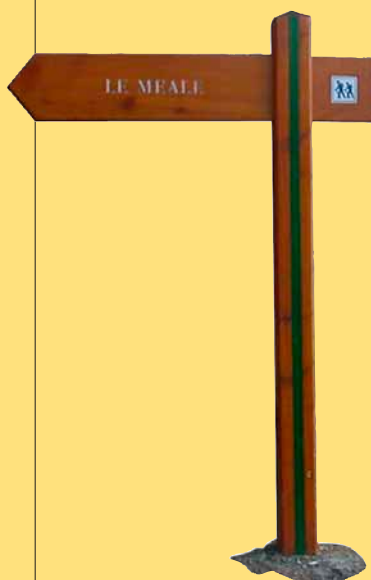


Accueil en forêt privée par convention

N° 462011 (1/1)

Face à une demande sociale de plus en plus forte sur les espaces boisés, le propriétaire doit se déterminer sur l'attitude à adopter : tolérance, fermeture, organisation avec convention, ouverture réservée à des clientèles. Cela dépend du choix du propriétaire et du contexte local.



LE CODE DE L'URBANISME ET L'ACCUEIL DU PUBLIC

Article L. 130-5

« Les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent passer avec les propriétaires de bois, parcs et espaces naturels des conventions tendant à l'ouverture au public de ces bois, parcs et espaces naturels. (...) »

« Dans ce cadre, ces collectivités peuvent prendre en charge tout ou partie du financement des dépenses d'aménagement, d'entretien, de réparation et des coûts d'assurances nécessités par l'ouverture au public de ces espaces. Les conventions peuvent également prévoir le versement au propriétaire d'une rémunération pour service rendu. »

L'accès au public de la forêt privée est toléré depuis des siècles parce que la France est un pays rural avec une population qui connaissait et respectait la nature. Maintenant, la population est devenue citadine à 80%, et, au fil des générations, a perdu la connaissance des milieux ruraux, et pour une grande partie, arrive dans les campagnes en terrain conquis. Quatre options se présentent.

La première est la solution de tolérance qui se justifie si la fréquentation est faible et le public respectueux. Le propriétaire prend une assurance responsabilité civile (indispensable dans tous les cas). Sinon, il vaut mieux choisir clairement l'une des trois options suivantes.

La deuxième option est de **fermer** totalement sa forêt au public. Mais cela implique également un investissement

du propriétaire s'il veut s'assurer que le public ne pénètre pas dans sa forêt : clôture, gardiennage, etc.

La troisième solution est d'ouvrir officiellement tout ou partie de sa forêt par convention avec une collectivité publique ou un organisme privé (club sportif), afin de **canaliser et de contrôler** une fréquentation du public préexistante. Il s'agit de régulariser une situation notamment sur les questions de responsabilité, d'équipement et d'indemnisation. (voir clauses ci-dessous)

La quatrième est d'**offrir un service** au sein de sa forêt et de le faire rémunérer par les utilisateurs (logement, restauration, activités sportives...). La démarche est bien distincte de la précédente : il s'agit cette fois d'attirer sur un site afin d'en retirer une rémunération. Cela demande

un engagement plus important du propriétaire forestier (☞ fiche SRGS n° 462010 « Activités de loisirs organisées en forêt »).

RECOMMANDATIONS POUR PASSER UNE CONVENTION



Ces recommandations sont extraites d'un article du numéro spécial de « Forêt de France n° 452 », revue de la fédération nationale des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs.

Dans le cas d'une convention de passage il faut préciser les points suivants :

- Objet : localisation et type de passage autorisé en précisant que le droit de passage n'est pas constitutif d'une servitude susceptible de grever la propriété.
- Equipements (balisage), panneaux signalisation et entretiens du sentier et débroussaillage de ses abords.
- Coordination avec les autres usages : exploitation des bois, chasse,...
- Responsabilité : le propriétaire ne peut s'exonérer de sa responsabilité civile mais peut négocier avec la collectivité pour qu'elle s'engage à le garantir des conséquences financières de la mise en cause de sa responsabilité civile.
- Assurance : prise en compte du surcoût de la responsabilité civile, garantie de la reconstitution du boisement à la suite d'un incendie,...
- Durée : par tranche de 3 ans.
- Clauses de résiliation : à lister.
- Signalement des dysfonctionnements : préciser la procédure.

- Police : préciser qui s'occupe de la surveillance des activités du public : collectivité ou propriétaire.
- Indemnités pour service rendu et acceptation de dommages permanents (trouble de jouissance, dégradations diverses, gardiennage ...). Le propriétaire doit être conscient qu'en acceptant une rémunération pour service rendu, il s'engage dans une participation active du service public et sa responsabilité civile sera plus facilement engagée en cas d'accident.